

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

## MINISTERIE VAN JUSTITIE.

**31 JUILLET 1954.** — Arrêté royal. — Fondation de l'Établissement d'utilité publique « Institut royal des Elites du Travail de Belgique Albert I<sup>er</sup>. — Expositions nationales du Travail » (Fondation Reine Elisabeth de Belgique). — Statuts. — Approbation.

**31 JULI 1954.** — Koninklijk besluit. — Stichting van de instelling van openbaar nut « Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België — Albert I — Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid » (Stichting Koningin Elisabeth van België). — Statuten. — Goedkeuring.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

L'acte du 13 mai 1954, par lequel Sa Majesté la Reine Elisabeth a fondé un établissement d'utilité publique dénommé « Institut royal des Elites du Travail de Belgique Albert I<sup>er</sup>. — Expositions nationales du Travail » (Fondation Reine Elisabeth de Belgique), et affecté une somme de 250,000 francs;

Gezien de akte van 13 Mei 1954, waarbij Hare Majesteit Koningin Elisabeth verklaart een instelling van openbaar nut te stichten genaamd « Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België — Albert I — Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid » (Stichting Koningin Elisabeth van België), en er een som van 250,000 frank aan te besteden;

les statuts de cet établissement insérés dans le dit acte;

Gezien de statuten van deze instelling, opgenomen in bedoelde akte;

le titre II de la loi du 27 juin 1921, accordant la personnalité aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;

Gelet op titre II van de wet van 27 Juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;

sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Article 1<sup>er</sup>. La fondation de l'établissement d'utilité publique « Institut royal des Elites du Travail de Belgique Albert I<sup>er</sup>. — Expositions nationales du Travail » (Fondation Reine Elisabeth de Belgique) est approuvée.

Artikel 1. De stichting van de instelling van openbaar nut « Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België — Albert I — Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid » (Stichting Koningin Elisabeth van België) wordt goedgekeurd.

Art. 2. Les statuts de cet établissement, annexés au présent arrêté, sont approuvés.

Art. 2. De bij dit besluit gevoegde statuten van deze instelling, worden goedgekeurd.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van bedoeld besluit.

Donné à Bruxelles, le 31 juillet 1954.

Gegeven te Brussel, 31 Juli 1954.

BAUDOUIN.

Par le Roi :  
Le Ministre de la Justice,

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,

A. LILAR.

Statuts de l'Établissement d'utilité publique « Institut royal des Elites du Travail Albert I<sup>er</sup> » de Belgique. — Expositions nationales du Travail (Fondation Reine Elisabeth de Belgique).

Statuten van de inrichting van openbaar nut « Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België — Albert I ». — Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid (Stichting Koningin Elisabeth van België).

I. — DÉNOMINATION, SIÈGE, DURÉE.

I. — BENAMING, ZETEL, DUUR.

Article 1<sup>er</sup>. Il est créé par les présentes, un établissement d'utilité publique qui prendra la dénomination de : « Institut royal des Elites du Travail de Belgique — Albert I<sup>er</sup> — Expositions nationales du Travail » (Fondation Reine Elisabeth de Belgique).

Artikel 1. Een instelling van openbaar nut : « Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België — Albert I — Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid » (Stichting Koningin Elisabeth van België) geheten, wordt hierbij door de aanwezigen opgericht.

L'institut est placé sous le patronage du Gouvernement belge.

Het instituut staat onder de bescherming der Belgische Regering.

Art. 2. Le siège de cet établissement est fixé dans l'une des communes de l'agglomération bruxelloise. Il est établi actuellement à Bruxelles, 57, rue Belliard. Il pourra être transféré partout ailleurs dans l'agglomération bruxelloise, par décision du conseil d'administration, publiée au *Moniteur belge*.

Art. 2. De zetel der instelling is gevestigd in een der gemeenten van de Brusselse agglomeratie. Hij is thans gevestigd te Brussel, Belliardstraat, 57. Hij mag, om het even waar, in de Brusselse agglomeratie overgebracht worden, bij, in het *Belgisch Staatsblad* verschenen, beslissing van de raad van beheer.

II — OBJET SOCIAL.

II. — MAATSCHAPPELIJK DOEL.

Art. 3. L'« Institut royal des Elites du Travail de Belgique — Albert I<sup>er</sup> — Expositions nationales du Travail », exercera sa mission en concomitance avec et parallèlement à celle des Expositions nationales de Travail de Belgique, lesquelles œuvrent depuis mille cent vingt-neuf sous le Haut Patronage de Leurs Majestés le Roi Albert et la Reine Elisabeth de Belgique et qui poursuivront en élargissant leur mission spécifique dans le cadre élargi de l'Institut royal des Elites du Travail de Belgique. Il a pour but et pour objet

Art. 3. Het « Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België — Albert I — Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid » zal zijn zending vervullen in overeenstemming, en parallel met deze der Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid van België, die sinds negentienhonderd negen en twintig, onder de Hoge Bescherming van Hunne Majesteiten Koning Albert en Koningin Elisabeth van België, hun taak volbrengen en die voortaan hun specifieke zending zullen vervolgen binnen het breder raam van het Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België — Albert I — Natio-

une politique active, assurant la haute formation professionnelle, le perfectionnement technique et intellectuel supérieur en vue de la consécration officielle des travailleurs d'élite du pays, en permettant notamment à ceux-ci de bénéficier au maximum des mesures sociales, économiques, techniques, professionnelles, culturelles et financières des pouvoirs publics.

A cet effet, la mission de l'« Institut royal des Elites du Travail de Belgique — Albert I<sup>er</sup> — Expositions nationales du Travail » consiste notamment :

a) à dégager les Elites du Travail à tous les échelons de la hiérarchie des tâches et des fonctions techniques, professionnelles, économiques, sociales et culturelles selon le cas, par voie de sélection, d'épreuves et d'examens capacitatifs ou par cooptation;

b) à consacrer publiquement le mérite exceptionnel et la haute valeur technique, professionnelle et culturelle des Elites du Travail, par des « Grades », « Diplômes » et « Insignes d'Honneur », de capacitarat professionnel supérieur;

c) à prendre toutes mesures utiles en vue du perfectionnement technique, professionnel et culturel ultérieur des Travailleurs d'Elite consacrés, à tous les rangs de la hiérarchie du Travail;

d) à constituer une documentation et à organiser une information économique, sociale, technique, professionnelle et culturelle à l'usage des Elites du Travail et susceptible de les aider dans leur mission spécifique.

L'« Institut royal des Elites du Travail de Belgique — Albert I<sup>er</sup> — Expositions nationales du Travail » poursuit à ces fins, éventuellement en liaison avec d'autres institutions et organisations, une action méthodique, notamment par l'organisation d'épreuves tendant à l'attribution des « Grades », « Diplômes » et « Insignes d'Honneur » de haute qualification professionnelle, et par l'exposition ou la présentation publique des travaux des Elites du Travail à des fins d'information et de propagande.

L'activité de l'« Institut royal des Elites du Travail de Belgique — Albert I<sup>er</sup> — Expositions nationales du Travail » s'étend aux travailleurs de tout rang, belges et indigènes du Congo belge et du Ruanda-Urundi.

### III. — FONDS.

Art. 4. En vue de la réalisation de l'objet social, Sa Majesté la Reine Elisabeth de Belgique déclare attribuer et abandonner en toute propriété, au profit de l'établissement d'utilité publique ainsi créé, un capital en espèces de deux cent cinquante mille francs qui est déjà affecté aux services de la présente institution, ainsi qu'il nous est déclaré. Ce fonds sera alimenté soit au moyen des capitaux mis à sa disposition par des particuliers, ou des institutions publiques ou privées qui s'intéressent à la présente fondation, soit au moyen de subventions périodiques publiques ou privées.

### IV. — ADMINISTRATION.

#### 1. Conseil d'administration.

Art. 5. L'établissement est administré et représenté par un conseil d'administration, dont les membres sont nantis d'un mandat d'une durée illimitée.

Exceptionnellement, les premiers administrateurs sont nommés par les présents statuts.

Font partie du conseil d'administration :

#### A. En raison de leur fonctions officielles :

Le président du Comité directeur des Expositions nationales du Travail.

Les vice-présidents, le secrétaire général et le trésorier général du Comité directeur des Expositions nationales du Travail.

#### B. En raison de leurs fonctions représentatives :

Le président de la Fédération des Industries belges.

Le président de la Confédération des Syndicats chrétiens.

Le président du Conseil supérieur de l'Enseignement technique.

Le secrétaire perpétuel de l'Académie royale des Sciences, Lettres et Beaux-Arts de Belgique.

Le président du Conseil central de l'Economie

Le président général de la Confédération nationale des Elites du Travail de Belgique.

Le président de l'Union nationale belge des Cadets du Travail.

nale Tentoonstellingen van de Arbeid ». Het heeft als doel en streeft er naar, dank zij een actieve politiek, de hoge beroepsopleiding en de hogere technische en intellectuele volmaking der Elitearbeiders van het land in de hand te werken, met het oog op hun officiële erkenning, mits hen namelijk in de mogelijkheid te stellen in de ruimste mate te genieten van de sociale, economische, technische, professionele, culturele en financiële maatregelen van de openbare machten.

Te dien einde, bestaat de zending van het « Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België — Albert I — Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid » er namelijk in :

a) de Eliten van de Arbeid, op alle treden van de hiërarchie der technische, professionele, economische, sociale en culturele taken en functies aan te duiden en tot voorbeeld te stellen, al naar het geval, bij middel van selectie, proeven en capaciteitsexamen ofwel door cooptatie;

b) de uitzonderlijke verdiensten en de hoge technische, professionele en culturele waarde der Eliten van de Arbeid openbaar te bekrachtigen door « Graden », « Diploma's » en « Eretekens » van hogere beroeps capaciteit;

c) alle nuttige maatregelen te nemen om verder de technische, professionele, en culturele volmaking van de erkende Elitearbeiders, op alle treden van de Arbeidshiërarchie, in de hand te werken;

d) een documentatie te verzamelen en een economische, sociale, technische, professionele en culturele voorlichting te organiseren ten behoeve der Eliten van de Arbeid, van aard hen in hun specifieke zending te helpen.

Het « Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België — Albert I — Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid », legt daarom gebeurlijk in verbinding met andere instellingen en organismen een methodische werking aan de dag namelijk door het organiseren van proeven, die strekken tot de toekenning van « Graden », « Diploma's » en « Eretekens » van hoge beroepskwalificatie en door de openbare tentoonstelling of presentaties der proefstukken en werken van de Arbeidseliten, met het oog op voorlichting en propaganda.

De werking van het « Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België — Albert I — Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid » is gericht tot de Arbeiders van alle rang, zowel Beigen als inboorlingen van Belgisch-Kongo en Ruanda-Urundi.

### III. — FONDS.

Art. 4. Met het oog op de verwezenlijking van het maatschappelijk doel, verklaart Hare Majesteit Koningin Elisabeth van België, ten gunste van de aldus opgerichte instelling van openbaar nut, in volle eigendom een kapitaal van tweehonderd vijftig duizend frank in speciën toe te kennen en af te staan, som die reeds ter beschikking staat der diensten van gezegde instelling volgens ons verklaard werd. Het fonds zal, hetzij bij middel van te zijner beschikking gestelde kapitalen door particulieren of door openbare of private instellingen, die aan de stichting belang hechten, hetzij bij middel van openbare of private periodische toelagen, gevoed worden.

### IV. — BEHEER.

#### 1. Raad van beheer.

Art. 5. De instelling wordt beheerd en vertegenwoordigd door een raad van beheer, waarvan de leden beschikken over een mandaat van onbepaalde duur.

De eerste beheerders worden, uitzonderlijk, in de huidige statuten benoemd.

Maken deel uit van de raad van beheer :

#### A. Uit hoofde van hun openbare functies :

De voorzitter van het Directiecomité der Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid.

De ondervoorzitters, de secretaris-generaal en de penningmeester-generaal van het Directiecomité der Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid.

#### B. Uit hoofde van hun vertegenwoordigende functies :

De voorzitter van het Verbond der Belgische Nijverheid.

De voorzitter van het Algemeen Christelijk Vakverbond.

De voorzitter van de Hoge Raad voor het Technisch Onderwijs. De bestendige secretaris van de Académie royale des Sciences, Lettres et Beaux-Arts de Belgique.

De voorzitter van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven.

De algemene voorzitter van de Nationale Confédération der Eliten van de Arbeid van België.

De voorzitter van het Nationaal Verbond der Kadetten van de Arbeid.

président de l'Institut international des Couronnes olympiques  
président des Expositions nationales du Travail.

président de la Fédération royale des Associations belges

président de l'Union nationale des Ingénieurs techniciens.

président de la Fédération nationale des Chambres de Commerce et d'Industrie de Belgique.

président du Conseil national du Travail.

président du Conseil national des Cadets d'Honneur du Travail

secrétaire perpétuel de la « Koninklijke Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België ».

secrétaire général de la Fédération générale du Travail de

Belgique.

président du Conseil supérieur de l'Agriculture.

président de l'Union nationale belge des Lauréats du Travail.

président du Collège royal des Doyens d'Honneur du Travail

de Belgique.

président du Conseil supérieur des Classes moyennes.

président national de la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique.

président de l'Institut royal colonial belge.

administrateurs des catégories A et B visés au présent article

seront remplacés de droit par les personnes qui sont désignées pour

exercer dans leurs fonctions.

En raison de leurs fonctions officielles et représentatives du Gouvernement :

le commissaire général et un commissaire général adjoint du Gouvernement qui sont de droit le commissaire général et le commissaire général adjoint du Gouvernement aux Expositions nationales du Travail, que le Roi nomme à ces fonctions.

### 2. Mission du Commissariat général du Gouvernement.

Art. 6. Le commissaire général et le commissaire général adjoint du Gouvernement sont chargés de veiller au respect de la loi, des lois, des statuts et de l'intérêt général.

Sans préjudice de leur participation à la gestion de l'Institut au sein du conseil d'administration, ils sont investis du pouvoir d'agir en vue de la réalisation de l'objet de l'Institut royal, dans le cadre des programmes d'activité, arrêtés par le conseil d'administration.

Art. 7. Le commissaire général et le commissaire général adjoint du Gouvernement aux Expositions nationales du Travail sont assistés par un Comité directeur et par des conseillers techniques, conformément aux arrêtés du Régent du deux avril mil neuf cent quatre-vingt-huit, portant respectivement constitution du Comité directeur des Expositions nationales du Travail et nomination des conseillers techniques près le Commissariat général du Gouvernement aux Expositions nationales du Travail.

### 3. Bureau du conseil et gestion journalière de l'établissement.

Art. 8. Le conseil d'administration choisit dans son sein un président et un ou plusieurs vice-présidents. La même personne assume les fonctions de président du conseil d'administration et de président du Comité directeur des Expositions nationales du Travail. Le conseil d'administration désigne également un secrétaire général et un trésorier général.

Le président, le commissaire général et le commissaire général adjoint du Gouvernement, le secrétaire général et le trésorier général formeront le bureau du conseil, chargé de l'administration courante. Le président, le commissaire général et le commissaire général adjoint du Gouvernement sont chargés de la gestion journalière de l'établissement avec usage de la signature sociale y afférente. En l'absence du président, celui-ci est remplacé par un vice-président ou, à son défaut, par l'administrateur le plus âgé de la catégorie B.

### 4. Règlement du conseil.

Art. 9. Le conseil se réunit sur convocation du président ou de la personne qui le remplace, à la demande de trois administrateurs ou sur requête du commissaire général et du commissaire général adjoint du Gouvernement aux Expositions nationales du Travail. Les convocations sont faites par lettres-missives confiées à la poste; elles mentionnent l'ordre du jour.

Art. 10. Le conseil ne délibère valablement que si la moitié des membres de la catégorie B, visés à l'article 5, sont présents ou représentés. Tout administrateur empêché ou absent peut donner par délégation à un autre administrateur.

De voorzitter van het Internationaal Instituut der Olympische Kronen van de Arbeid, bij de Nationale Arbeidstentoonstellingen.

De voorzitter van de Koninklijke Federatie der Belgische Ingenieursverenigingen.

De voorzitter van het Nationaal Verbond der Technische Ingenieurs.

De voorzitter van de Nationale Federatie der Kamers voor Handel en Nijverheid van België.

De voorzitter van de Nationale Arbeidsraad.

De voorzitter van de Nationale Raad der Ereketten van de Arbeid.

De bestendige secretaris van de Koninklijke Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België.

De algemene secretaris van het Algemeen Belgisch Vakverbond.

De voorzitter van de Hoge Landbouwrapraad.

De voorzitter van het Nationaal Verbond der Laureaten van de Arbeid.

De voorzitter van het Koninklijk College der Eredekens van de Arbeid van België.

De voorzitter van de Hoge Raad voor de Middenstand.

De voorzitter van de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België.

De voorzitter van het Koninklijk Belgisch Koloniaal Instituut.

De beheerders der categorieën A en B, vermeld onder dit artikel, worden van rechtswege vervangen door de personen die aangeduid worden om hen in hun functies op te volgen.

### C. Uit hoofde van hun officiële functies en als vertegenwoordigers der Regering :

Een commissaris-generaal en een commissaris-generaal adjunct der Regering, die van rechtswege de commissaris-generaal en de commissaris-generaal adjunct der Regering voor de Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid zijn door de Koning tot deze functies benoemd.

### 2. Zending van het Commissariaat-Generaal der Regering.

Art. 6. De commissaris-generaal en de commissaris-generaal adjunct der Regering worden er mede gelast te waken op de naleving der wetten, der huidige statuten en op het algemeen belang.

Onverminderd hun deelname aan het beheer van het instituut, in de schoot van de raad van beheer, beschikken zij over de noodige macht om alleen op te treden met het oog op de verwezenlijking van het voorwerp van het Koninklijk Instituut in het kader van de werkprogramma's vastgesteld door de raad van beheer.

Art. 7. De commissaris-generaal en de commissaris-generaal adjunct der Regering voor de Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid worden bijgestaan door een Directiecomité en door Technische adviseurs, overeenkomstig de besluiten van de Regent van tweeden April negentienhonderd acht en veertig, houdende respectievelijke oprichting van het Directiecomité der Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid en benoeming der technische adviseurs bij het Commissariaat-Generaal der Regering voor de Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid.

### 3. Bureau van de raad en dagelijks beheer der instelling.

Art. 8. De raad van beheer kiest in zijn schoot een voorzitter en een of meer ondervoorzitters. Dezelfde persoon zal de functies waarnemen van voorzitter van de raad van beheer en van voorzitter van het Directiecomité der Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid. De raad van beheer duidt ingsgelijks een secretaris-generaal en aan penningmeester-generaal aan.

De voorzitter, de commissaris-generaal en de commissaris-generaal adjunct der Regering, de secretaris-generaal en de penningmeester-generaal zullen het Bureau van de Raad, gelast met het lopend beheer, uitmaken. De voorzitter, de commissaris-generaal en de commissaris-generaal adjunct der Regering zijn gelast met het dagelijks beheer van de instelling met gebruik van de daaraan toebehorende sociale handtekening. Bij afwezigheid van de voorzitter, wordt deze vervangen door een ondervoorzitter of, bij gebreke hiervan, door het oudste raadslid van categorie B.

### 4. Reglement van de Raad.

Art. 9. De raad vergadert op bijeenroeping door de voorzitter of door zijn plaatsvervanger, op verzoek van drie beheerders of op aanzoek van de commissaris-generaal en de commissaris-generaal adjunct der Regering voor de Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid. De oproepingen geschieden per gewone postbrief en zij vermelden de agenda.

Art. 10. De raad kan slechts geldig beraadslagen wanneer de helft der leden van categorie B vermeld onder artikel 5, aanwezig of vertegenwoordigd zijn. Elk belet of afwezig beheerder mag schriftelijk volmacht geven aan een ander lid van de raad.

Art. 11. Les résolutions sont prises à la simple majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président ou de son représentant est prépondérante.

Art. 12. Les délibérations du conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président du conseil d'administration et par le commissaire général et le commissaire général adjoint du Gouvernement. L'original des procès-verbaux est conservé au siège de l'Institution.

Art. 13. Le Conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent l'« Institut royal des Elites du Travail de Belgique — Albert I<sup>er</sup> — Expositions nationales du Travail ».

Il donne aux libéralités de toute nature la destination prévue par les donateurs ou les testateurs, sans toutefois pouvoir sortir du cadre des statuts de l'Etablissement.

Le conseil d'administration peut, en outre, et sans que l'énumération qui va suivre soit limitative, faire et passer tous contrats et marchés, acheter, vendre, échanger, acquérir même par voie de simple transfert, aliéner, prendre et donner à bail, tous biens meubles et immeubles nécessaires à la réalisation du but de l'Etablissement; faire et recevoir tout paiement et en exiger ou donner quittance; faire et recevoir tous dépôts, accepter et recevoir tous subsides et subventions privés et officiels, accepter tous dons et legs ainsi que tous transferts de biens; contracter à court ou long terme tous emprunts avec ou sans garanties, consentir tous droits réels sur les biens de l'Etablissement, tant mobiliers qu'immobiliers, tels que hypothèques, gages ou autres; consentir la voie parée, donner mainlevée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, ainsi que de tous commandements, transcriptions, saisies ou autres empêchements, avec ou sans constatation de paiement, renoncer à tous droits réels et à l'action résolutoire, nommer et révoquer tous membres du personnel, fixer leurs traitements, salaires et leurs attributions, arrêter tous règlements d'ordre intérieur.

Art. 14. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies, au nom de l'« Institut royal des Elites du Travail de Belgique — Albert I<sup>er</sup> — Expositions nationales du Travail », poursuites et diligences du président du conseil d'administration, du commissaire général et du commissaire général adjoint du Gouvernement aux Expositions nationales du Travail.

Art. 15. A défaut de délégation spéciale, tous les actes qui engagent l'établissement d'utilité publique, autres que ceux du service journalier, sont signés par le président du conseil d'administration et par le commissaire général et le commissaire général adjoint du Gouvernement aux Expositions nationales du Travail.

Le conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer des pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs de ses membres.

##### 5. Rapport annuel au Gouvernement.

Art. 16. Tous les ans, dans le courant du mois de juin, le commissaire général et le commissaire général adjoint du Gouvernement aux Expositions nationales du Travail font rapport au chef du Gouvernement, sur la gestion et l'administration de l'« Institut royal des Elites du Travail de Belgique — Albert I<sup>er</sup> — Expositions nationales du Travail ».

##### V. — BUDGETS ET COMPTES.

Art. 17. Le conseil d'administration dresse chaque année le budget de ses recettes et de ses dépenses, pour l'exercice suivant, ainsi que le compte de l'exercice écoulé.

L'exercice financier commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 18. Le budget et le compte annuels sont approuvés par le conseil d'administration dans le courant du mois de juin et communiqués au Gouvernement dans les deux mois de leur approbation. Ils sont publiés dans le même délai aux annexes du *Moniteur belge*.

Art. 19. Les recettes de l'« Institut royal des Elites du Travail de Belgique — Albert I<sup>er</sup> — Expositions nationales du Travail » consistent :

a) en droits divers perçus à l'occasion de l'organisation d'examens et d'épreuves capacitaires, d'expositions et de présentations des œuvres des Elites du Travail, ou d'autres manifestations;

Art. 11. De beslissingen worden genomen bij eenvoudige meerderheid der stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde leden. Bij staking van stemmen, is deze van de voorzitter of van zijn plaatsvervanger beslissend.

Art. 12. De beslissingen van de raad worden vermeld in notulen ondertekend door de voorzitter van de raad van beheer, door de commissaris-generaal en de commissaris-generaal adjunct van de Regering. De oorspronkelijke tekst der notulen wordt bewaard in de zetel van de instelling.

Art. 13. De raad beschikt over de meest uitgebreide machten om alle daden van beheer en van beschikking te stellen die het Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België — Albert I<sup>er</sup> — Nationale Arbeidstentoonstellingen, aangeht.

Hij geeft aan de vrijgevigheden van alle aard, de door de schenkers of erflaters voorziene bestemming, zonder echter buiten het kader der statuten van de Instelling te mogen gaan.

De raad van beheer mag, bovendien, en zonder dat de opsomming die volgt beperkend zij, alle contracten en overeenkomsten doen verlijden, kopen, verkopen, ruilen, verwerven, zelfs bij middel van gewone overdracht; alle roerende of onroerende goederen nodig voor de verwezenlijking van het doel der Instelling vervreemden, huren of verhuren; alle betalingen doen of in ontvangst nemen en er kwijting voor eisen of geven; alle bewaargevingen doen of ontvangen; alle private of publieke hulpelden of toelagen aanvaarden en in ontvangst nemen, alle giften en legaten alsook alle overdrachten van goederen aanvaarden, alle leningen op korte of lange termijn aangaan met of zonder waarborg; alle reële rechten, zowel op de roerende als op de onroerende goederen van de Instelling, toestaan zoals hypotheeken, panden of andere; dadelijke uittolting bedingen; aan alle bevoorrechte of hypothecaire inschrijvingen vrijstelling geven, alsook alle bevelen, overschrijvingen, inbeslagnemingen of andere beletsels geven, met of zonder vaststelling van betaling; aan alle zakelijke rechten en aan het ontbindend gezag verzaken; alle leden van het personeel benoemen of afstellen, hun bezoldiging, loon en bevoegdheden vaststellen; alle huishoudelijke reglementen opmaken.

Art. 14. De rechtsgedingen, als eiser of als verweerder worden in naam van het « Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid — Albert I<sup>er</sup> — Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid », door de voorzitter van de raad van beheer, en door de commissaris-generaal en de commissaris-generaal adjunct der Regering voor de Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid vervolgd.

Art. 15. Bij gebrek aan bijzondere opdracht, worden alle daden die de instelling van openbaar nut verbinden, buiten deze van dagelijkse beheer, ondertekend door de voorzitter van de raad van beheer en door de commissaris-generaal en de commissaris-generaal adjunct der Regering voor de Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid.

De raad van beheer mag, onder zijn verantwoordelijkheid, aan een of meerdere zijner leden, bijzondere volmachten opdragen.

##### 5. Jaarlijks verslag aan de Regering.

Art. 16. Jaarlijks, in de loop van de maand Juni, brengen de commissaris-generaal en de commissaris-generaal adjunct der Regering voor de Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid, verslag uit aan het Regeringshoofd, wat betreft het beheer en de administratie van het « Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België — Albert I<sup>er</sup> — Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid ».

##### V. — BEGROTING EN REKENINGEN.

Art. 17. Jaarlijks maakt de raad van beheer de begroting op van zijn inkomsten en uitgaven voor het komend dienstjaar, alsook de rekening van het verlopen dienstjaar.

Het financieel dienstjaar vangt aan op een Januari en eindigt telkenjare op een en dertig December.

Art. 18. De jaarlijkse begroting en rekening worden door de raad van beheer goedgekeurd in de loop der maand Juni en aan de Regering medegedeeld binnen de twee maanden die volgen op hun goedkeuring. Binnen dezelfde termijn worden ze gepubliceerd in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 19. De inkomsten van het « Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België — Albert I<sup>er</sup> — Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid » bestaan uit :

a) allerlei geinde rechten der gelegenheid van het organiseren van capaciteits-examens en proeven, van tentoonstellingen en presentaties van werken der Eliten van de Arbeid of van andere manifestaties;



- a) en libéralités de toute nature;
- b) en produits et intérêts des capitaux appartenant à l'établissement;
- c) en subventions inscrites au budget de l'Etat, d'un pouvoir public ou d'une institution publique, ou en subsides privés émanant de particuliers;
- d) en toutes autres espèces de recettes.

## VI. — MODIFICATIONS DES STATUTS.

Art. 20. Sans préjudice aux dispositions de l'article trente et un de la loi du vingt-sept juin mil neuf cent vingt et un, les statuts de l'Institut royal des Elites du Travail de Belgique — Albert I<sup>er</sup> — Expositions nationales du Travail » peuvent être modifiés par le conseil d'administration, d'accord avec le Gouvernement. Aucune modification n'est toutefois acquise si elle n'a pas fait l'objet de deux délibérations du conseil d'administration, dont la seconde constitue la première à deux mois d'intervalle. Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement sur ces modifications, que si les deux tiers au moins des administrateurs en fonction sont présents et représentés. Aucun changement ne sera adopté s'il ne réunit les deux tiers de la majorité des administrateurs en fonction.

## VII. — DISSOLUTION ET LIQUIDATION.

Art. 21. Au cas où l'Etablissement vient à disparaître, pour quelque cause que ce soit, l'actif social est remis au Gouvernement, qui lui attribuera une destination se rapprochant autant que possible de l'objet en vue duquel l'Etablissement a été créé.

## VIII. — SUCCESSION.

*Action conjointe de l'Institut royal des Elites du Travail de Belgique — Albert I<sup>er</sup>, et des Expositions nationales du Travail.*

Art. 22. L' « Institut royal des Elites du Travail de Belgique — Albert I<sup>er</sup> — Expositions nationales du Travail » exercera ses droits et remplira ses obligations, conjointement aux Expositions nationales du Travail (qui continuent à subsister au sein de l'Institut royal des Elites du Travail de Belgique — Albert I<sup>er</sup>), représentées par le commissaire général et le commissaire général adjoint du Gouvernement aux Expositions nationales du Travail, ainsi qu'il a été précisé à l'article trois.

Cette action conjointe succédera à celle développée jusqu'à présent par les Expositions nationales du Travail seules.

Art. 23. Les droits de l'établissement d'utilité publique constitué par la loi du vingt-sept juin mil neuf cent vingt et un, sont acquis à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal approuvant la fondation de l'établissement d'utilité publique et de ses statuts.

## IX. — DISPOSITIONS DIVERSES.

Art. 24. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux statuts, les fondateurs déclarent s'en référer à la loi du vingt-sept juin mil neuf cent vingt et un.

L'établissement d'utilité publique « Institut royal des Elites du Travail de Belgique — Albert I<sup>er</sup> — Expositions nationales du Travail » (Fondation Reine Elisabeth de Belgique) est constitué sous la condition suspensive de son approbation par le Gouvernement, conformément à la même loi.

## X. — NOMINATIONS.

Art. 25. Sont pour la première fois nommés administrateurs :

A. En raison de leurs fonctions officielles :

M. le baron Fernand van Ackere, ingénieur, administrateur de sociétés; président du Comité directeur des Expositions nationales du Travail, 13, Longue rue de la Croix, à Gand.

M. Armand Colle, directeur de la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique, vice-président du Comité directeur des Expositions nationales du Travail, 69, boulevard Albert, à Gand.

M. Joseph Keuleers, secrétaire général adjoint de la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique, vice-président du Comité directeur des Expositions nationales du Travail, Vrouwvlietstraat, 3, Malines.

b) vrijgevheden van alle aard;

c) opbrengsten en intresten der kapitalen die aan de instelling toebehoren;

d) toelagen ingeschreven op de begroting van de Staat, van een openbare macht of van een openbare instelling, of privé hulp gelden komend van particulieren;

e) alle andere soorten inkomsten.

## VI. — WIJZIGINGEN AAN DE STATUTEN.

Art. 20. Onverminderd de bepalingen van artikel een en dertig der wet van zeven en twintig Juni negentienhonderd een en twintig, mogen de statuten van het « Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België — Albert I — Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid », gewijzigd worden door de raad van beheer, in overeenstemming met de Regering. Geen enkele wijziging wordt echter weerhouden zo ze niet het voorwerp uitmaakte van twee beraadslagingen van de raad van beheer, waarvan de tweede, op twee maand afstand, de eerste bevestigt. De raad van beheer kan slechts geldig beraadslagen over deze wijzigingen wanneer tenminste de twee derden der beheerders in functie tegenwoordig of vertegenwoordigd zijn. Geen enkele wijziging mag aanvaard worden dan mits de meerderheid der stemmen van de beheerders in functie.

## VII. — ONTBINDING EN VEREFFENING.

Art. 21. Ingeval de Instelling, om gelijk welke oorzaak moest verdwijnen, zal het maatschappelijk actief aan de Regering overgemaakt worden, die er een bestemming aan zal geven, die zoveel mogelijk het doel waarvoor de Instelling werd opgericht, zal benaderen.

## VIII. — OPVOLGING.

*Gezamenlijke werking van het Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België — Albert I, en de Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid.*

Art. 22. Het « Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België — Albert I — Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid » zal zijn rechten uitoefenen en zijn verplichtingen vervullen gezamenlijk met de Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid, (die blijven voortbestaan in de schoot van het « Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België — Albert I), vertegenwoordigd door de commissaris-generaal en de commissaris-generaal adjunct der Regering voor de Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid, zoals nader omschreven in artikel 3.

Deze gezamenlijke werking zal die opvolgen, welke tot heden, door de Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid alleen, aan de dag gelegd werd.

Art. 23. De rechten van de opgerichte instelling van openbaar nut, zijn haar verworven vanaf het van kracht worden van het koninklijk besluit, dat de stichting van de instelling van openbaar nut en haar statuten goedkeurt.

## IX. — ALLERLEI BESCHIKKINGEN.

Art. 24. Voor alle in deze statuten niet voorkomende beschikkingen, verklaren de stichters de wet van zeven en twintig Juni negentienhonderd een en twintig in te roepen.

De instelling van Openbaar nut « Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België — Albert I — Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid » (Stichting Koningin Elisabeth van België) wordt opgericht onder de opschortende voorwaarde van haar goedkeuring door de Regering, overeenkomstig dezelfde wet.

## X. — BENOEMINGEN.

Art 25. Worden voor de eerste maal tot beheerders benoemd :

A. Uit hoofde van hun officiële functies :

De heer baron Fernand van Ackere, ingenieur, beheerder van vennootschappen; voorzitter van het Directiecomité der Nationale Arbeidstentoonstellingen, Lange Kruisstraat, 13, te Gent.

De heer Armand Colle, directeur van de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België, ondervoorzitter van het Directiecomité der Nationale Arbeidstentoonstellingen, Koning Albertlaan, 69, te Gent.

De heer Jozef Keuleers, adjunct algemeen secretaris van het Algemeen Christelijk Vakverbond, ondervoorzitter van het Directiecomité der Nationale Arbeidstentoonstellingen, Vrouwvlietstraat, 3, te Mechelen.

M. Isidore Smets, président de la Centrale générale du Bâtiment, du Bois et des Industries diverses (F. G. T. B.), vice-président du Comité directeur des Expositions nationales du Travail, 335, chaussée de Battel, à Malines.

M. le comte Adhémar d'Alcantara, docteur en droit, secrétaire adjoint du Conseil central de l'Economie, secrétaire général du Comité directeur des Expositions nationales du Travail, Kasteeldreef, 1, à Lembeke.

M. Louis Hasse, secrétaire général du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, trésorier général des Expositions nationales du Travail, rue Franklin, 126, à Bruxelles.

#### B. En raison de leurs fonctions représentatives :

M. Léon Bekaert, ingénieur, industriel, président de la Fédération des Industries belges, à Zwevegem.

M. Auguste Cool, président de la Confédération des Syndicats chrétiens, avenue Roger Vandendriessche, 11, à Woluwe-Saint-Pierre.

M. Emile Cornez, gouverneur du Hainaut, président du Conseil supérieur de l'Enseignement technique, rue du Gouvernement, 13, à Mons.

M. Jacques Cox, docteur en sciences physiques et mathématiques, professeur d'université, secrétaire perpétuel de l'Académie royale des Sciences, Lettres et Beaux-Arts de Belgique, avenue Adolphe Buyl, 139, à Bruxelles.

M. Paul De Groote, ingénieur commercial, ancien ministre, professeur d'université, président du Conseil central de l'Economie, Dieweg, 294, à Ukkel.

M. le comte Louis de Lichtervelde, vice-président de la Brufina, président général de la Confédération nationale des Elites du Travail de Belgique, 24, avenue de la Joyeuse Entrée, à Bruxelles.

M. le prince Antoine de Ligne, attaché militaire, président de l'Union nationale belge des Cadets du Travail, ambassade de Belgique aux Etats-Unis (Washington).

M. le comte André de Meeus d'Argenteuil, général major honoraire, Grand Maître de la Maison de Sa Majesté la Reine Elisabeth, président de l'Institut international des Couronnes olympiques du Travail près les Expositions nationales du Travail, « La Lisière », Watermael-Boitsfort.

M. Marcel De Roover, ingénieur, directeur de banque, président de la Fédération royale des Associations belges d'Ingénieurs, avenue des Gaulois, 33, à Bruxelles.

M. Gustave Dive, ingénieur technicien, directeur de société, président de l'Union nationale des Ingénieurs techniciens, quai Vercour, 33, à Sclessin-Ougrée.

M. Yvan Feyerich, ingénieur, administrateur de sociétés, président de la Fédération nationale des Chambres de Commerce et d'Industrie de Belgique, avenue Molière, 215, à Bruxelles.

M. Henri Fuss, fonctionnaire général honoraire, président du Conseil national du Travail, rue Laneau, 63, à Bruxelles II.

M. Henri Heyman, Ministre d'Etat, membre de la Chambre des Représentants, président du Conseil national des Cadets d'Honneur du Travail de Belgique, Apostelstraat, 13, à Saint-Nicolas-Waas.

M. Paul Hasaert, docteur en droit, professeur d'université, secrétaire perpétuel de la « Koninklijke Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België », rue Belliard, 2, à Bruxelles.

M. Louis Major, membre de la Chambre des Représentants, secrétaire général de la Fédération générale du Travail de Belgique, avenue J. Stobbaert, 8, à Schaerbeek.

M. Georges Mullie, directeur de société, sénateur, président du Conseil supérieur de l'Agriculture, boulevard Brand Whitlock, 58, à Woluwe-Saint-Lambert.

M. Albert Nicaise, ingénieur, président de l'Union nationale belge des Lauréats du Travail, avenue de la Floride, 23, à Bruxelles.

M. Victor Tourneur, docteur en philosophie et lettres, secrétaire perpétuel honoraire de l'Académie royale des Sciences, Lettres et Beaux-Arts de Belgique, président du Collège royal des Doyens d'Honneur du Travail de Belgique, chaussée de Boitsfort, 102, à Watermael-Boitsfort.

M. le baron Fernand van Ackere, ingénieur, administrateur de sociétés, président du Conseil supérieur des Classes moyennes, rue Longue de la Croix, 13, à Gand.

M. Adolphe van Glabbeke, docteur en droit, avocat, ancien ministre, président national de la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique, Kemmelbergstraat, 36, à Oostende.

Le Révérend Père J. Van Wing, missionnaire de la Compagnie de Jésus, président de l'Institut royal colonial belge, 8, chaussée de Haecht, à Saint-Josse-ten-Node, tous de nationalité belge.

De heer Isidore Smets, voorzitter van de Algemene Centrale van Bouw hout, en aanverwante vakken van België (A. B. V. V.), onder voorzitter van het Directiecomité der Nationale Arbeidstentoonstellingen, Battelsteenweg, 335, te Mechelen.

De heer graaf Adhémar d'Alcantara, doctor in de rechten, adjunct secretaris van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven, secretaris-generaal van het Directiecomité der Nationale Arbeidstentoonstellingen, Kasteeldreef, 1, te Lembeke.

De heer Louis Hasse, secretaris-generaal van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg, penningmeester-generaal der Nationale Arbeidstentoonstellingen, Franklinstraat, 126a, te Brussel.

#### B. Uit hoofde van hun vertegenwoordigende functies :

De heer Léon Bekaert, ingenieur, industrieel, voorzitter van het Verbond der Belgische Nijverheid te Zwevegem.

De heer August Cool, voorzitter van het Algemeen Christelijk Vakverbond, Roger Vanden Driesschelaan, 11, te Sint-Pieters-Woluwe.

De heer Emile Cornez, gouverneur der provincie Henegouwen, voorzitter van de Hoge Raad voor het Technisch Onderwijs, rue du Gouvernement, 13, te Bergen.

De heer Jacques Cox, doctor in de physica en de wiskunde, hoogleraar, bestendig secretaris van de « Académie royale des Sciences, Lettres et Beaux-Arts de Belgique », Adolphe Buylaan, 139, te Brussel.

De heer Paul De Groote, handelsingenieur, oud-minister, hoogleraar, voorzitter van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven, Dieweg, 294, te Ukkel.

De heer graaf Louis de Lichtervelde, ondervoorzitter van de Brufina, algemeen-voorzitter van de Nationale Confederatie der Eliten van de Arbeid van België, Blijde Inkomstlaan, 24, te Brussel.

Mgr de prins Antoine de Ligne, militair attaché, voorzitter van het Nationaal Verbond der Kadetten van de Arbeid, Belgische Ambassade in de Verenigde-Staten van Amerika (Washington).

De heer graaf André de Meeus d'Argenteuil, ere-generaal-majoor, grootmeester van het Huis van Hare Majesteit Koningin Elisabeth, voorzitter van het Nationaal Instituut der Olympische Kronen van de Arbeid, bij de Nationale Arbeidstentoonstellingen, « La Lisière », Watermaal-Bosvoorde.

De heer Marcel De Roover, ingenieur, bankbestuurder, voorzitter van de Koninklijke Federatie der Belgische Ingenieurs verenigingen, Galliërslaan, 33, te Brussel.

De heer Gustave Dive, technisch ingenieur, bestuurder van vennootschap, voorzitter van het Nationaal Verbond der Technische Ingenieurs, quai Vercour, 33, te Sclessin-Ougrée.

De heer Yvan Feyerich, ingenieur, beheerder van vennootschappen, voorzitter van de Nationale Federatie der Kamers voor Handel en Nijverheid van België, Moliërelaan, 215, te Brussel.

De heer Henri Fuss, ere-opper-ambtenaar, voorzitter van de Nationale Arbeidsraad, Laneaustaat, 63, te Brussel II.

De heer Henri Heyman, Minister van State, Volksvertegenwoordiger, voorzitter van de Nationale Raad der Erekadetten van de Arbeid, Apostelstraat, 15, te Sint-Niklaas-Waas.

De heer Paul Hasaert, doctor in de rechten, hoogleraar, bestendig secretaris van de Koninklijke Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België, Belliardstraat, 2, te Brussel.

De heer Louis Major, volksvertegenwoordiger, algemeen secretaris van het Algemeen Belgisch Vakverbond, J. Stobbaertlaan, 8, te Schaerbeek.

De heer Georges Mullie, senator, bestuurder van vennootschappen, voorzitter van de Hoge Landbouwrada, Brand Whitlocklaan, 58, te Sint-Lambrechts-Woluwe.

De heer Albert Nicaise, ingenieur, voorzitter van het Nationaal Verbond der Laureaten van de Arbeid, Floridalaan, 23, te Brussel.

De heer Victor Tourneur, doctor in de wijsbegeerte en letteren, ere-bestendig secretaris van de « Academie royale des Sciences, Lettres et Beaux-Arts de Belgique », voorzitter van het Koninklijk College der Eredekens van de Arbeid van België, Bosvoordelaan, 102, te Watermaal-Bosvoorde.

De heer Baron Fernand van Ackere, ingenieur, beheerder van vennootschappen, voorzitter van de Hoge Raad voor de Middenstand, Lange Kruisstraat, 13, te Gent.

De heer Adolphe van Glabbeke, doctor in de rechten, advocaat, oud-minister, nationaal voorzitter van de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België, Kemmelbergstraat, 36, Oostende.

De Eerwaarde Pater J. Van Wing, missionaris van de « Compagnie de Jésus », voorzitter van het Koninklijk Belgisch Koloniaal Instituut, Haachtse steenweg, 8, te Sint-Joost-ten-Node, allen van Belgische nationaliteit.

En raison de leurs fonctions officielles et représentatives du Gouvernement :

Paul Lacoste, ingénieur, fonctionnaire général, commissaire général du Gouvernement aux Expositions nationales du Travail à Louvain-la-Neuve, à Bruxelles.

Jean Fourmoy, docteur en droit, fonctionnaire général, commissaire général adjoint du Gouvernement aux Expositions nationales du Travail, 28, rue du Lombard, à Bruxelles.

Pour être annexé à Notre arrêté du 31 juillet 1954, n° 11619S.

C. Uit hoofde van hun officiële functies en als vertegenwoordigers der Regering :

De heer Paul Lacoste, ingénieur, opper-ambtenaar, commissaris-generaal der Regering voor de Nationale Arbeidstentoonstellingen, Louisaplaats, 1, te Brussel.

De heer Jean Fourmoy, doctor in de rechten, opper-ambtenaar, commissaris-generaal adjunct der Regering voor de Nationale Arbeidstentoonstellingen, Lombardstraat, 28, te Brussel.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 31 Juli 1954, n° 11619S.

### BAUDOUIN.

Par le Roi:  
Le Ministre de la Justice,

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,

A. LILAR.

### MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE.

### MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING.

AOUT 1954. — Arrêté royal relatif à l'examen linguistique imposé par la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, pour faire partie d'un corps professoral ou d'un jury d'examen (1).

5 AUGUSTUS 1954. — Koninklijk besluit betreffende het taal-examen, bij de wet van 30 Juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger opgelegd om van een lerarenkorps of van een examencommissie deel uit te maken (1).

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Par la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, notamment les articles 11, 14, 15 et 31;

Sur l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense Nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1<sup>er</sup>. L'examen sur la connaissance approfondie de la seconde langue prévu par les articles 11, 14, 15 et 31 de la loi du 30 juillet 1938 pour faire partie d'un corps professoral ou d'un jury d'examen comprend :

1° trois épreuves écrites :

- l'analyse d'un texte tiré d'un des auteurs modernes figurant au programme de la classe de première des athénées royaux du cycle linguistique considéré;
- le résumé d'un texte dont la lecture a été faite;
- la traduction d'un texte rédigé dans l'autre langue nationale;

2° deux épreuves orales :

- une leçon de trente minutes sur un sujet déterminé en tenant compte de la spécialisation du candidat, après une préparation d'une heure durant laquelle il dispose d'une documentation rédigée dans la langue de l'examen;
- une conversation de trente minutes se rapportant d'abord à la leçon qu'il vient de donner et ensuite à un texte que le candidat aura lu à haute voix.

Art. 2. Les cinq épreuves ont chacune le même coefficient d'importance.

Satisfait à l'examen, les candidats qui obtiennent au moins 2/5<sup>e</sup> des points pour chaque épreuve et la moitié des points pour l'ensemble.

Art. 3. L'arrêté royal du 16 novembre 1938 qui est relatif à l'examen sur la connaissance approfondie de la seconde langue pour les candidats examinateurs permanents ou temporaires de l'École royale militaire est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Ministre de la Défense Nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Villers-sur-Lesse, le 5 août 1954.

BAUDOUIN.

Par le Roi :  
Le Ministre de la Défense Nationale,

Van Koningswege :  
De Minister van Landsverdediging,

A. SPINOY.

(1) Référence au *Moniteur belge* :  
Loi du 30 juillet 1938, *Moniteur belge* des 22-23 août 1938.

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 30 Juli 1938, *Belgisch Staatsblad* van 22-23 Augustus 1938.